

C'est la rentrée mais ça sent déjà le bilan. Le Premier ministre dresse l'inventaire du travail qui lui reste à faire. Et lâche ses coups contre «l'ultra-gauche socialiste».

## «Ce pays est beaucoup plus stable et fort qu'il y a quatre ans»

### LES PHRASES CLÉS

«La priorité des priorités pour la fin de la législature c'est de faire en sorte d'amener les chômeurs vers les métiers en pénurie.»

«L'illusion de l'ultra-gauche selon laquelle on pourrait tous travailler beaucoup moins en gagnant plus n'advientra jamais.»

«J'ai les idées très claires sur le débat sur l'identité et l'immigration. Et je veux en parler sans tabou.»

219.000 emplois auront été créés sous la législature. «Maintenant, c'est concentration maximale sur les emplois en pénurie. On a mobilisé les partenaires sociaux et les Régions et on doit mettre en œuvre 26 mesures opérationnelles décidées ensemble. On peut dire ce qu'on veut de moi mais je suis constant, cohérent et tenace: jobs, jobs, jobs. Grâce aux décisions qui sont prises, le pays est plus solide parce qu'il y a plus d'emplois.»

La «Suédoise» — «Kamilkaze» à ses débuts — étant une coalition largement flamande, à l'heure du bilan, il s'agira de vérifier si les résultats, entre autres les emplois créés, ne sont pas davantage au profit de la Flandre. À cette idée, il s'insurge. «Moi, j'ai toujours été le Premier ministre de tous les Belges et ces mesures pour l'emploi le prouvent bien: je fédère, je rassemble autour du mieux-être de tout le pays. On fait cela main dans la main avec les Régions et en tenant compte des réalités spécifiques de chacun. Au plus vite on agit après la perte de l'emploi, au plus on est efficace. Soutenir, encourager, retrouver un job dans de bonnes conditions. C'est notre philosophie. Et on va continuer. On a aujourd'hui des entreprises qui peinent à recruter du personnel, ça doit changer.»

### «Sur le dos des chômeurs»

Une des mesures les plus critiquées notamment par les partenaires sociaux, c'est la dégressivité des allocations de chômage. On lui demande s'il était bien nécessaire d'en passer par là. Franchement. «Dans le passé, des gouvernements à majorité socialiste ont fait des réformes en accentuant la dégressivité, mais c'était des réformes pour faire des économies... Le gouvernement Di Rupo a récupéré 330 millions d'euros de budget dans l'assurance chômage en une seule année avec sa mesure. Nous faisons tout autre chose: on ne récupère pas un euro, on réorganise le système de manière à augmenter les allocations dans les premiers mois qui suivent la perte d'un emploi, accentuer la dégressivité et arriver en troisième période autour du même niveau qu'aujourd'hui. Il n'y a aucun impact budgétaire à cette réforme, mais davantage de personnes qui iront vers des formations débouchant sur des emplois en pénurie. Ça n'a rien à voir avec les économies d'un gouvernement socialiste sur le dos des chômeurs. Nous, on ne pourchasse pas les chômeurs. On fait en outre notre réforme dans un moment où on a des dizaines de milliers d'emplois vacants dans tout le pays.» Du côté du boulevard de l'Empereur, au siège du PS, les oreilles doivent siffler.

Charles Michel concède que la Belgique est l'un des plus mauvais élèves de la classe européenne en matière de recasement des chômeurs. «On a trop d'emplois qui ne trouvent pas preneur. La première priorité en Belgique, c'est que les personnes au chômage puissent être formées et occuper ces emplois.» Reste à constater, en bout de course, si la Wallonie rattrape son retard sur la Flandre. «L'enjeu structurel, c'est qu'il y ait davantage de cohérence économique et sociale dans notre pays. Quand il y a des différences de développement

importantes, il y a une instabilité politico-économico-sociale. C'est clair et net. La meilleure manière de rendre ce pays plus solide et plus stable, c'est de faire en sorte qu'il y ait plus de prospérité partout dans le pays. Un pays capable de financer une solidarité solide et stable, c'est un pays stable. Le chômage et les allocations ne sont pas financés avec de l'argent qui tombe du ciel mais parce qu'il y a des personnes qui travaillent et financent cette solidarité. Au plus de personnes travaillent, au plus on élargit l'assiette de la solidarité. Tout autre choix est une illusion.»

Là, le libéral sort ouvertement de sa boîte.

«Il y a cette vision d'ultra-gauche qui vise à dénigrer le travail, à culpabiliser les entrepreneurs et ceux qui prennent des initiatives. C'est la vision conservatrice de la gauche qui défend le chômage. Et il y a une autre vision en Europe, la nôtre, qui solidifie les choses en misant sur le travail. Le débat est intense, parfois brutal, entre ces deux visions. Mais je suis convaincu que de plus en plus de citoyens dans ce pays sont conscients que l'illusion de l'ultra-gauche selon laquelle on pourrait tous travailler beaucoup moins en gagnant plus n'advientra jamais. C'est un mirage parce que ça n'existe pas! Il y a toujours quelqu'un qui paie la facture en bout de chaîne et ce sera d'abord les entreprises et puis les citoyens et les contribuables. J'en ai marre de ce baratin et de ces promesses de l'ultra-gauche. C'est la course populiste du socia-

lisme. Le socialisme n'est plus capable de faire la démonstration de la pertinence de son modèle économique-politique et du coup sort des slogans et des inepties comme celle du travailler moins pour gagner plus.»

### «Le disque rayé de la FGTB»

La FGTB et les autres syndicats annoncent des actions sociales cet automne. «Je fais totalement la distinction entre la FGTB et les autres syndicats. La FGTB est dans une démarche d'attaque militante et constante, c'est un organe para-socialiste et plus personne n'est dupe. À chaque rentrée, elle ressort son vieux disque rayé. Moi je veux bien tout entendre mais on a créé des emplois, on relance les investissements et la FGTB fait grève. Il y a ceux qui veulent tirer le pays vers le haut et la FGTB qui ne défend plus le travail mais le chômage.»

Les investissements, nous y voilà.

À côté de l'emploi, le sprint final vers la fin de la législature sera occupé par le pacte d'investissement, le cheval de bataille de Michel. Rappel, trois secteurs clés ont été identifiés: l'agenda digital, la transition énergétique et la mobilité. «En septembre, on va avoir la communication publique du rapport du comité stratégique. On a besoin d'assouplir certaines règles techniques budgétaires européennes, on travaille avec les Régions, c'est un projet de longue haleine, à court, moyen et long terme, mais qu'il s'agit de mener à bien. Il faut

### INTERVIEW MARTIN BUXANT

Il a tombé la cravate (mais pas les bretelles). Cette semaine, à cheval sur les mois d'août et de septembre, où la rentrée est dans tous les esprits, le Premier ministre est (encore) détendu. Les neuf prochains mois du gouvernement fédéral jusqu'au scrutin de 2019, c'est (quasi) du tout cuit par rapport aux orages traversés. Reste l'un ou l'autre chantier à boucler mais personne n'est dupe, la campagne électorale, la vraie, est à nos portes.

Il boit une gorgée de café et repose la tasse.

Et dit: «Le budget 2019 est sur les rails. En 4 ans, on aura divisé par trois le déficit et on ramène progressivement l'endettement de 108% du PIB vers les 100%, peut-être même en dessous. Et à côté de cela, on a pris à bras-le-corps, l'enjeu numéro un du pays qui est l'emploi et, a fortiori, les métiers en pénurie. C'est un paradoxe: en quatre ans, on a suscité la création d'énormément d'emplois, on a un nombre de chômeurs qui n'a plus été aussi bas depuis le début des années 1980 — c'est une réalité très tangible — mais en stimulant l'emploi, on se retrouve aujourd'hui avec énormément de jobs qui ne sont pas occupés.»

La Banque nationale estime qu'environ

dépasser le clivage majorité/opposition là-dessus, il y va du bien-être des générations futures. J'avais fixé un objectif de 30 milliards d'euros à l'horizon 2030, je crois que le comité stratégique nous pense capables de mobiliser encore davantage. Mais il faudra veiller à l'appropriation la plus large de ce pacte par tous les niveaux de pouvoir. Je veux une dynamique durable qui améliore les infrastructures de ce pays.»

Et en matière fiscale, what's next, comme on dit...?

Il tempère et revend d'abord son tax-shift. «Chaque chose en son temps. On a fait énormément via le tax shift et la baisse de l'impôt des sociétés.»

On pousse. «Comme Premier ministre, je suis le gardien de la méthode et de l'agenda. Mais il y aura ensuite une campagne électorale en 2019. Et là je dirai ma conviction que malgré un tax shift ambitieux, le travail reste encore trop taxé en Belgique. C'est clair. On paie encore trop vite trop d'impôts en Belgique. Cet enjeu-là est majeur dans les années à venir pour notre pays. Et on va poursuivre ce chantier, je vous l'assure. On veut davantage de prospérité, on veut faire en sorte que ceux qui créent de la richesse et de l'emploi le fassent en Belgique et pas ailleurs.» L'espace d'un instant, le Premier ministre est déjà en campagne électorale, comme prêt à monter sur le ring. Et il revient sur «l'ultra-gauche». «On voit très bien comment les choses se dessinent pour 2019 avec leur

vision conservatrice...»

L'ultra-gauche? C'est quoi ce nouveau concept que Charles Michel sert désormais à toutes les sauces.

Il précise: «Nous avons une gauche en Belgique qui est tellement radicalisée et caricaturale que c'est devenu de l'ultra-gauche. Quand des partis qui ont assumé durant des décennies deviennent des marchands d'illusion en faisant croire que l'argent va tomber du ciel... je ne vais pas polémiquer mais le rendez-vous est pris en 2019 entre ceux qui veulent taxer toujours plus – et qui, chaque fois qu'ils ont les commandes, veulent étouffer les citoyens avec leurs taxes – et nous.»

On tente: mais ils veulent taxer les très riches et le capital!

Il ricane: «C'est toujours la même vieille rengaine. C'est sympa de dire qu'on va taxer le capital mais c'est aussi une illusion: il n'y a pas plus mobile que le capital. Dès qu'on l'agresse, on le fait fuir et dès qu'on le fait fuir, on appauvrit les travailleurs. Il faut une fiscalité équitable

et c'est ce que nous avons fait en faisant doucement évoluer la fiscalité sur le patrimoine – ce que certains nous ont d'ailleurs reproché.»

Un paradoxe, un comble, c'est que l'arrivée des indépendantistes flamands dans un gouvernement fédéral – eux qui sont censés être les dynamiteurs de la Belgique –, a stabilisé le pays. «On est simplement devenu un des pays les plus stables d'Europe, juge Charles

Michel. Quand je vois les centaines de jours de crise politique de mes prédécesseurs, la Belgique est beaucoup plus solide aujourd'hui qu'il y a quatre ans. Elle est préparée aux défis de demain mais je suis lucide: il y a encore de la fragilité également et c'est ça l'enjeu, ne rien laisser filer, continuer à gouverner et à décider. L'opposition est violente, on subit des attaques outrancières, parfois personnelles, mais cette opposition-là n'a aucune alternative et raconte des mensonges, tel travailler moins pour gagner plus.»

Il embraie: «Je me souviens d'un leader politique de gauche qui a bloqué le pays pendant 541 jours en négociant avec la N-VA. Sans honte. Moi, il y a quatre ans, j'ai négocié avec trois partis flamands pour rendre le pays plus solide sur un plan économique. Le pays est mieux armé qu'il y a quatre ans.»

On lui sort ce qu'a dit son parlementaire Alain Destexhe récemment: «Bilan brillant sur le plan socio-économique mais médiocre sur l'immigration.»

Il dit: «Vous confondez le MR et le gouvernement.»

On dit: «Mais le MR est au gouvernement...»

Et il répond: «Je pense que ce qui est vrai, c'est qu'on doit avoir un langage clair sur l'immigration et l'intégration, et ce n'est pas simple parce que ce débat suscite beaucoup d'émotion. Moi, je m'intègre totalement dans les valeurs universelles et des droits de l'homme qui visent à accueillir dignement les personnes reconnues

comme réfugiés. C'est ce que nous faisons: chaque fois qu'une personne introduit une demande d'asile en Belgique, sa demande est examinée, pas par un gouvernement ou un secrétaire d'État mais par des magistrats et des hauts fonctionnaires. C'est l'État de droit. En outre, on peut faire des recours. Mais quand certaines personnes viennent en Belgique et refusent d'introduire une demande d'asile, ou si elles viennent, voient leur demande rejetée mais refusent de partir, alors l'État de droit, c'est aussi de prendre ses responsabilités et de mener ces personnes hors de notre territoire. Le socle des valeurs européennes induit de savoir qui se trouve sur no-

tre territoire. Et il faut une solidarité européenne sur le sujet: pas question que certains accueillent tous les réfugiés et d'autres pas. J'ai les idées claires à ce sujet. Mais si on tient ce discours rationnel, on est accusé de racisme...»

On lui demande si c'est parce que les médias francophones sont de gauche que la perception de l'action gouvernementale est mauvaise en la matière. Bref, on tente d'allumer une polémique.

Il dit: «Pas de polémique.»

Et ajoute: «Fondamentalement, les citoyens belges et européens mesurent bien que le modèle repose sur quelques valeurs clés et ceux qui nous rejoignent – les réfugiés – doivent les partager. La loi votée par le Parlement prime sur la loi de Dieu. On doit accepter l'idée qu'un homme et qu'une femme sont égaux. On doit accepter l'idée que chacun choisit son orientation sexuelle sans être discriminé. Il n'y a pas de place pour des accommodements avec ces valeurs. Nous sommes accueillants et on veut recevoir ceux qui fuient les persécutions, mais il faut accepter les valeurs de notre société.»

### «Régularisation massive»

Et il en profite pour lier son plaidoyer à «l'ultra-gauche». «On doit gérer cette situation des personnes qui ne demandent pas l'asile ou qui refusent de partir. Si on ne le fait pas, on envoie un message à toute l'Afrique qu'en Belgique, on peut y venir et y rester sans problème. Donc, tôt ou tard, cela amène le débat sur une régularisation massive. C'est la seule réponse de la gauche à cette problématique. J'ai écouté et rencontré les opposants au gouvernement, mais il n'y en a aucun qui peut me donner une solution alternative à notre politique hormis – à terme – une régularisation massive. Le modèle de l'ultra-gauche mène à la régularisation massive. Et dans le même temps, cette même gauche radicale refuse systématiquement toutes les démarches et parcours d'intégration. Ils sont à reculons là-dessus.»

On fait un bref détour par les élections communales du mois prochain où il ne sera pas candidat. «Si je l'avais été, j'aurais difficilement pu être au-dessus de la mêlée. Or je dois garder la tête froide malgré les polémiques et la nervosité. Il n'y aura pas d'impact au sein du gouvernement, on est soudés et on sait faire la différence entre les débats communaux et les autres.»

Et les élections de 2019? «On travaillera aux listes après les élections communales et personne ne va me dicter un agenda.» Kicleau.